



En cette année scolaire 2026/2027, les organisations syndicales CGT

Educ'action Gironde, FNEC FP FO Gironde, SUD Education Gironde continuent de s'opposer aux évaluations d'écoles et d'établissements en ce qu'elle sont un outil de management, destiné à mettre les écoles et les personnels en concurrence. Ce dispositif vient considérablement alourdir la charge de travail des personnels des écoles et des établissements, particulièrement dans le 1^{er} degré pour les directrices et directeurs, qui se retrouvent au centre d'une organisation qui n'a jamais été une demande des enseignant.e.s. Il constitue une marche supplémentaire dans la généralisation du « tout évaluation » dans l'éducation nationale (au même titre que les évaluations nationales dont nous demandons l'abandon), via sa généralisation, et d'un contrôle plus strict des écoles et des établissements.

Aucune école ni aucun établissement ne doit être contraint de mettre en œuvre ces évaluations dont elles demandent l'abandon.

En outre aucun texte réglementaire ne permettent d'imposer la participation des enseignant.e.s à ces évaluations.

Il est par ailleurs toujours possible pour les écoles et établissements engagés dans ce dispositif, d'en sortir.

Nos organisations syndicales apportent donc leur soutien à toutes les écoles et établissements qui continueront de refuser ces évaluations (motions avec copie au syndicat, audiences...), et les invitent à prendre contact avec l'intersyndicale pour faire valoir leur statut.

Pour améliorer le fonctionnement des écoles et les établissements, nos organisations considèrent que le ministère devrait plutôt créer en urgence les postes nécessaires, augmenter les salaires, assurer une véritable formation initiale et continue, afin d'améliorer réellement les conditions de travail.